



# ÉCOLOGIE ET ÉTHIQUE : QUI A RAISON ?

---

---

par John BADEN

Président - Foundation for Research  
on Economics and the Environment

Membre du Conseil International de l'ICREI

## ***Introduction***

La vérité qui sous-tend silencieusement le mouvement écologiste pourrait être énoncée ainsi : la préoccupation pour l'environnement est l'otage de la prospérité. Mis à part les Huttériens, les Amishes et les adeptes de la contre-culture qui exaltent une vie simple et fruste, les préoccupations écologiques chez la plupart des gens ont un lien direct avec leur bien-être matériel. La relation statistique est si forte qu'elle pourrait être considérée comme un équivalent social de la loi de Boyle.

Cette régularité inhérente à l'écologie humaine est une contrainte qui pèse sur les visions des environmentalistes professionnels. S'ils ne la prennent pas en compte, leurs espoirs de réformes sont voués à l'échec. Fort peu parmi eux cependant semblent voir ses implications. Certains nient qu'elle existe. D'autres le reconnaissent, mais sous-estiment son importance et affirment qu'elle est un vestige d'une culture matérielle obsolète. Selon ces derniers, les préoccupations des hommes pour le bien-être matériel sont équivalentes à l'appendice au sein du corps humain : elles n'ont aucun rôle bénéfique, mais peuvent par contre infecter notre vie et nous détruire.

Un nombre extrêmement restreint d'environmentalistes professionnels comprennent la relation entre la préservation de l'environnement et le progrès économique et l'intègrent à leurs données de travail. Au centre de leur façon de voir les choses, se trouve la perception de ce que le progrès économique s'écarte souvent des chemins tracés par les mesures globales prises en faveur de la croissance économique. Ce sont pour l'essentiel des économistes et des analystes politiques intégrés aux groupes écologistes existants. Ils conçoivent et proposent des réformes politiques où les incitations, le marché, les droits de propriété, le contrat et les accords volontaires apparaissent tels les moyens essentiels pour atteindre les buts de l'écologie.

Les questions d'environnement sont complexes et sensibles. Je travaille dans le domaine de l'écologie depuis plus de deux décennies. Chacune des questions d'environnement que j'ai eue à examiner est scientifiquement complexe et marquée par des connotations hautement sensibles. Ainsi, même la tâche apparemment aisée consistant à évaluer le profil démographique des chevaux sauvages s'est révélée être redoutable pour l'Académie Nationale des Sciences. Il pourrait sembler que rien n'est plus facile que de compter des créatures aussi grandes que des chevaux, et de déterminer leurs possibilités de reproduction et

l'évolution prévisible de leur nombre. Pourtant, ce décompte a été extrêmement difficile à effectuer pour les écologistes et les biologistes impliqués.

Comme l'exemple des chevaux le montre, des éléments émotionnels viennent se mêler étroitement à la complexité scientifique des choses. Les chevaux sauvages sont les symboles de l'héritage culturel de l'Ouest - et il existe des zélotes voués à l'idéal de voir des mustangs courir librement dans les territoires de l'Ouest américain. Leur vision romantique fausse la réalité de la gestion de ces territoires dans divers domaines.

### *L'écologie, c'est l'interdépendance*

Il existe dans l'Ouest de fortes interdépendances entre la faune et la flore. Une expansion du nombre de chevaux affecte tout le reste. Les implications économiques de groupes de chevaux en nombre toujours croissant pour les propriétaires de ranch politiquement importants qui voient en les chevaux des usagers des prairies venant dangereusement concurrencer l'utilisation de celle-ci par leur bétail ne peuvent être ignorées. En supplément des propriétaires de ranchs et du secteur des services qui leur est relié, des sportifs bien organisés veulent que les daims, les cerfs et les antilopes qu'ils aiment chasser puissent disposer des prairies.

Avec les chevaux sauvages, nous pouvons voir que les vies sont entremêlées aux ressources, et que les cultures locales ont évolué avec les modes d'utilisation de celles-ci. Des changements dans l'allocation des ressources bouleversent ces modes. La conjonction de complexité scientifique et de fortes charges émotionnelles est une constante dans les problèmes d'environnement. C'est là la base de nombre d'erreurs et de confusions. Et c'est un terrain fertile pour la démagogie et les mesures politiques opportunistes.

Dans la mesure où les moyens théoriques permettant d'évaluer les différences en termes d'efficacité sont très développés, devons-nous nous tourner vers la mesure de l'efficacité comme un critère pour la gestion de l'environnement? De bons économistes répondraient : non. L'efficacité économique n'est, en effet, pas l'étalon adapté à l'évaluation d'une mesure politique.

Si quelques professions telles que celles d'ingénieur et d'économiste révèrent l'efficacité en soi, personne n'est prêt à se battre pour la défense de celle-ci. Si des gens se mobilisent pour sauver les bébés phoques ou les otaries, personne n'est assez naïf pour tenter de mobiliser les gens sous la bannière de l'accroissement de l'efficacité.

L'utilisation efficace des ressources occupe, certes, une place importante dans la gestion de l'environnement. Une préoccupation pour l'efficacité a sous-tendu les réformes menées pendant "l'ère du progrès" aux Etats-Unis voici un siècle. Aujourd'hui, certains des activistes de l'environnement les plus intelligents comprennent que, pour la plupart des gens, les préoccupations écologiques découlent de la prospérité. Et que le bien-être naît d'une utilisation efficace des ressources.

Néanmoins, l'efficacité motive uniquement les relations commerciales les plus aseptisées. Il y a des façons plus ou moins efficaces de fabriquer de l'acier ou des composants d'ordinateur, et dans de tels cas, le plus efficace l'emportera. Il n'y a pas dans l'efficacité ce composant spirituel qui est si important pour l'action écologique.

J'aimerais ici donner un exemple de la confusion qui règne concernant l'écologie et l'efficacité. J'ai dirigé pendant plusieurs années le programme d'études écologiques de la *Utah State University*. Nombre de mes étudiants se vouaient à la question du recyclage. Etant donnée la taille de la ville de Logan où l'université est installée et les économies d'échelle requises pour que le recyclage ait un sens d'un point de vue économique et industriel, les seuls matériaux paraissant effectivement recyclables étaient l'aluminium et l'acier.

En termes de coûts et d'avantages environnementaux, le recyclage du verre, du papier, du caoutchouc et du plastique était en situation négative. Ce qui veut dire que le coût économique et environnemental du retraitement de ces matériaux excédait ses avantages. Tous les analystes sérieux reconnaissaient cet état de fait, néanmoins, la majorité écrasante des étudiants en écologie se refusaient à cette reconnaissance. Les implications en termes d'efficacité d'un programme de recyclage, même mesurées sur un plan strictement environnemental, ne s'appliquaient pas aux sentiments des étudiants.

J'ai tiré de cela une leçon importante : critiquer le recyclage en termes d'efficacité a autant de puissance et d'adéquation que critiquer la sainte communion sur des bases nutritives. Le processus de recyclage, comme un acte de contrition, révèle qu'on se consacre à des buts plus élevés. Le recyclage a des implications éthiques fortes.

### ***Connaitre ou prendre soin***

Si vous voulez communiquer efficacement avec des écologistes, vous devez leur faire savoir d'emblée à quel point vous êtes prêts à prendre soin de la nature, sinon ils ne prendront pas en compte vos connaissances. La plupart des libéraux,

en tant qu'ils sont voués par principe au droit de propriété et au marché libre, approchent le monde analytiquement. Les libéraux et les conservateurs ont en commun une approche positive de la coordination par le marché et une approche négative du pouvoir de l'Etat. Les uns et les autres sont tenus en forte suspicion par nombre d'écologistes. Si les défenseurs du marché mettent en avant l'analyse et le calcul, la plupart des écologistes mettent en avant les sentiments. Les individus qui ne font pas montre de sentiments forts envers l'environnement, quelles que soient leurs connaissances techniques ou leurs capacités d'analyse, sont souvent rejetés par les écologistes qu'ils essaient de toucher.

Il existe un ensemble de textes importants et riches appelés : "*nouvelle économie des ressources*", ou de façon plus habituelle, écologie de marché. Cet ensemble est basé sur la théorie des prix, la branche de l'économie qui explique les plus importants aspects de l'action humaine.

Bien que les conceptions de l'écologie de marché aient pris une position dominante parmi les analystes professionnels, elles sont rejetées par l'essentiel des écologistes les plus sincères et les plus voués à leur cause. Je pense qu'une des raisons fondamentales de ce rejet est tout simplement que les économistes sont perçus comme ne considérant pas l'intégrité de l'environnement comme un souverain bien. La perception des écologistes est, bien sûr, fondée.

Les gens choisissent leur profession et les causes auxquelles ils se vouent. D'une manière générale, ceux dont l'âme est touchée par les rythmes subtils de la nature ont tendance à ne pas se diriger vers l'analyse économique, sauf exceptions. Je crois qu'une expérience mentale peut être tentée qui permet à chacun de situer sa position en matière de défense de l'environnement.

### ***Les hommes ou les ours polaires***

Livrez-vous avec moi au sein de votre esprit à une expérience mentale. Supposons que vous avez hérité, impôts déduits, de deux millions de dollars. Les conditions lues par l'exécuteur testamentaire sont simples. Vous pouvez garder la moitié de la somme si vous donnez l'autre moitié à l'une parmi deux fondations caritatives laissées à votre choix. Les deux fondations sont honorables, et également efficaces dans la façon dont elles dispensent leurs largesses.

La première se donne pour mission de nourrir les gens affamés d'un pays du Tiers-Monde dans toutes conditions, sauf après un désastre naturel tel qu'un tremblement de terre. Elle répond à des situations dans lesquelles les hommes ont excédé les capacités de leur environnement naturel. La seconde protège l'habitat d'espèces animales en danger. L'une et l'autre ont pour personnel des gens

également compétents qui consacrent leur vie à ce qu'ils font. La question est : quelle fondation caritative choisiriez-vous ?

J'ai mené cette expérience de nombreuses fois : jamais, je l'admets, avec rigueur scientifique, mais plutôt au gré de diverses conférences données devant des auditoires divers. Selon mon expérience, les écologistes ont de grandes difficultés à accepter de choisir, mais ils optent massivement en faveur des animaux. Seul un petit nombre parmi eux est constitué de misanthropes, mais lorsque confrontés à ce choix tragique, leur décision est claire : défendons les animaux.

En effet, disent-ils, mais jamais avec ces mots, la valeur marginale de l'animal en danger (toute extinction d'une espèce est définitive) est plus grande que celle d'un nombre peu élevé d'individus appartenant à un pays déjà surpeuplé.

Pour moi, la réponse qu'une personne apporte à ce dilemme en dit beaucoup concernant ses préoccupations environnementales. Des questions telles que celle-ci suscitent beaucoup de passions, car elles opposent des valeurs contradictoires. Ceux qui veulent répondre sont confrontés à la nécessité de transactions entre les valeurs. Ceux qui défendent les animaux, la méga-faune charismatique telle que le gorille, considèrent que les animaux ont un plus grand droit à l'existence que des gens que les circonstances ont rendu superflus.

### *L'expansion de la morale*

Aldo LEOPOLD est le pionnier des écologistes animaliers et un important philosophe de l'environnement. Il soutient que notre sens de la morale s'épand. Dans les temps anciens, seules la famille et la tribu bénéficiaient de critères moraux. Plus tard, ces bénéfices s'étendirent à de plus larges communautés de gens, à des pays entiers, puis à l'espèce humaine tout entière. A l'époque où il publia le *Sand County Almanac*, les Nations-Unies venaient juste de proclamer une Déclaration universelle des droits de l'homme. LEOPOLD soutenait qu'à mesure que la civilisation progresse, une morale humaniste universelle devient la norme. La prochaine étape, affirmait-il, devait sur ces bases consister à inclure la terre et l'entière communauté biologique dans la morale. Cette affirmation a bénéficié d'une grande attention et s'est trouvée reprise par la communauté écologiste. L'essai de Christopher STONE "*Les arbres ont-ils des droits ?*" constitue ainsi une application de la thèse de LEOPOLD.

Une caractéristique permettant de définir un écologiste est que la réponse qu'il apporte à la question "les arbres ont-ils des droits?" est un oui sans ambiguïté. Cette extension des critères moraux à l'entière communauté biologique est fondamentale pour le mouvement écologiste contemporain. Elle est inscrite

sans ambiguïté sur les autocollants ornant les véhicules de ceux qui se rendent au congrès annuel de *Earth First*. L'un des plus populaires est incontestablement "*des droits égaux pour toutes les espèces*". De nombreux américains considèrent, bien entendu, que ce slogan est absurde. Ils voient les implications éthiques et pratiques désastreuses qu'il peut avoir pour l'humanité. Est-ce que le slogan s'applique réellement aux moustiques anophèles ou au virus du sida ? Néanmoins, aussi extrême soit-il, il ne doit pas être considéré comme nul, car il motive un nombre certain de personnes. Les organisations environnementalistes qui croissent le plus rapidement sont parmi les plus extrémistes : ainsi Greenpeace.

### ***Information et incitations***

Que nous sauvions des hommes, ou que nous tuions des phoques, la même règle s'applique ; à moins que nous ne les prenions en pleine conscience, les décisions sont basées sur l'information et sur les incitations. Les incitations prennent diverses formes. Les plus importantes sont éthiques et économiques. Pour l'essentiel, les environnementalistes veulent que les gens mènent des actions écologiquement responsables pour des raisons éthiques, c'est-à-dire qu'ils veulent que les gens procèdent à un calcul mental intuitif qui postule comme équivalent un comportement écologiquement correct et un comportement éthiquement correct.

Les analystes politiques et les économistes, par contraste, reconnaissent que lorsque des individus prennent des décisions, ils se posent d'abord une question fondamentale : quelles sont les implications de ces décisions pour mon bien-être, et pour ceux dont le bien-être est lié au mien. Ce qui signifie que leurs décisions sont précédées de la question : quelles sont les implications de la décision pour moi, et pour ceux qui comptent pour moi ?

Opérant depuis cette perspective, des économistes compétents et bien intentionnés veulent établir des règles du jeu permettant que les gens soient confrontés aux coûts, y compris les coûts environnementaux, de leurs actions. Pour la plus grande partie d'entre eux, les économistes cherchent des institutions qui forcent les preneurs de décisions à évaluer et à prendre en considération les conséquences probables de leurs actions. Cette façon de voir les choses, quand bien même elle est appréciée quasi-unaniment par les économistes de l'environnement, constitue un blasphème pour la majorité des environnementalistes. (Pour une analyse des objections à l'approche économique des choses, cf. Steven KELMAN, What Price in Recovery : Economist and the Environment, Auburn House, Boston, 1981.)

Si l'on reconnaît l'importance de la préoccupation pour l'environnement, quel type de dispositif institutionnel favorise un comportement éthique vis-à-vis des hommes et de l'environnement ? Les écologistes ont été tentés de rêver à des despotes platoniciens et de les transformer en tsars de l'environnement. Pour agir de la façon attendue, ces despotes devraient être empreints de la sagesse de la science écologique et de l'esprit de Saint François. Comme nous le verrons avec le Service des forêts des Etats-Unis, il s'agit là d'une présupposition pour le moins naïve. Aucune société n'a encore conçu un mécanisme permettant d'identifier de tels despotes et de leur donner le pouvoir tout en les contrôlant.

Les Etats Unis ont une grande expérience sur ce plan. Elle réside en ce qui constitue une véritable contre-révolution américaine : la fondation des forêts nationales en 1891, et la création du service des forêts des Etats-Unis cinq ans plus tard. Ce service est devenu une sorte d'Himalaya de la logique bureaucratique.

Depuis environ un siècle, le Service des forêts constitue une sorte d'expérience institutionnelle. Les résultats sont clairs et sans ambiguïté. L'intérêt public altruiste qui motivait, pendant "l'ère du progrès", les fondateurs des forêts nationales s'est trouvé subverti par les calculs bureaucratiques inhérents à toute autorité coercitive. La bureaucratie sans morale résultant a été administrée au bénéfice de ses propres membres et à celui des défenseurs d'intérêts particuliers dont elle dépendait. En pratique, le Service des forêts des Etats-Unis est devenu la plus grande entreprise étatique de construction de routes du monde.

La pente inhérente à toute bureaucratie a conduit à des abus qui montrent la vérité et la sagesse de l'analyse économique et politique des auteurs de la Constitution américaine et de *The Federalist Papers*. Examinons maintenant les liens entre le Service des forêts des Etats-Unis et la controverse concernant la chouette tachetée.

### ***Une révolution dans l'Ouest américain***

La controverse concernant la chouette tachetée des régions du Nord-Ouest permet de discerner une révolution dans l'économie politique de l'Ouest. Des premières arrivées de bétail dans le Montana à la première "*Journée de la Terre*", l'Ouest a connu une culture et une économie dominantes. Celles-ci reposent sur une approche utilitaire de la nature. Les arbres sont destinés à faire du bois, les montagnes à ce qu'on y creuse des mines, l'eau à fournir l'énergie et les sources d'irrigation, et les prairies des pâturages. De vastes quantités de ressources étant propriété publique, les bureaucrates des agences et les politiciens élus menèrent une politique des ressources destinée à maximiser l'utilisation de celles-ci. Les



continueurs de John MUIR : Bob MARSHAL et Aldo LEOPOLD, avocats de la préservation de la nature, ont fini par avoir le dessus.

Les lois et les régulations n'ont pas lié le droit d'entreprendre à une responsabilité pour les résultats de ce qui a été entrepris. Les intérêts bien compris des producteurs de biens et des utilisateurs de ressources les ont menés à utiliser la politique aux fins de ne pas subir les répercussions des coûts environnementaux qu'ils imposaient aux autres. Au cours des 20 dernières années, cette favorisation de la production par la politique s'est trouvée supplantée par une orientation plus esthétique et plus écologique. Des écologistes organisés ont répondu aux changements des préférences du pays comme des marchands avisés. Ils ont appris à gérer les symboles, tels que la chouette tachetée, et à faire croître ainsi le nombre de leurs membres et leur budget.

Aujourd'hui, nous voyons dans les forêts anciennes ce qu'elles ont d'écologiquement unique, les animaux appartenant à des espèces en danger qui vivent en leur sein, à la rigueur le bois qui peut en être tiré. Les sites religieux des indiens américains font eux-mêmes l'objet d'un regain de respect. Cet environnementalisme est tout spécialement dominant chez les célébrités et dans le monde des médias.

Quelques gens du monde des affaires ont, cependant, la nostalgie de l'ancien Ouest. Certains défendent le droit d'exploiter sans contraintes environnementales leur territoire. La monnaie politique étant le suffrage, les environmentalistes n'en ont pas moins la majorité des votants avec eux. Un changement dans le contrôle des ressources suscite aujourd'hui une révolution qui touche tout l'Ouest. Pendant de nombreuses années, le Service des forêts des Etats-Unis a maximisé son budget en faisant appel aux producteurs et utilisateurs de ressources. Il a, en retour, fait pression sur ses agences locales pour qu'elles ferment les yeux sur certains coûts environnementaux : par exemple, l'impact de la production de bois sur les forêts, et de la pêche industrielle sur la qualité de l'eau. Si cette stratégie a pu séduire les comptables des entreprises concernées, elle a débouché aussi sur des accusations parlant de "*viol, ruine et rapine*", accusations néfastes dans le long terme pour les entreprises.

Aujourd'hui, la bataille a partiellement changé, et les environmentalistes sont le plus souvent en position de force. Ils sont, bien sûr, enclins à privilégier ce qui permet la protection de l'environnement. Cela est clair dans un cas tel celui de la chouette tachetée. Le plus souvent néanmoins, ils négligent les moyens efficaces d'atteindre leurs buts. Ce qui élève le coût de leurs propositions. Leur stratégie sape sans aucun doute les efforts pour lier la protection de l'environnement à la prospérité et au progrès économique. En fin de compte, elle affaiblit la protection de l'environnement.

## ***Problèmes d'environnement : complexes et émotionnels***

Je reviens à la complexité et à la nature fortement émotionnelle des questions d'environnement. Il est difficile pour une bureaucratie politique d'imaginer un pire mélange que celui incarné par le Service des forêts. Cette complexité et cette nature émotionnelle engendrent la confusion et des analyses horriblement mauvaises, ce qui conduit à des conflits dérisoires et à l'opportunisme politique.

Nous devons néanmoins être charitables et comprendre qu'il faut une connaissance approfondie des institutions et des données scientifiques pour que les événements soient rapportés correctement. Les meilleurs journalistes peuvent avoir des difficultés à transmettre une approche correcte des choses. Lorsqu'il s'agit de l'Office des forêts des Etats Unis, même *The Economist* et *The Wall Street Journal*, deux des publications économiques les plus respectées de par le monde font occasionnellement des erreurs importantes et fondamentales. Et ces erreurs alimentent les sentiments négatifs. Par exemple, un article récent de *The Economist*, "Time for a Little Perestroika", commence ainsi : "Le Service des forêts est une entreprise d'Etat encouragée par les habitudes du budget fédéral à perdre de l'argent en coupant des arbres que presque tout le monde préférerait voir rester debout afin que les chouettes puissent survivre."

Cette définition du Service des forêts est, pour l'essentiel, correcte. Le Service est un gouffre financier, et rappelle par son fonctionnement bureaucratique les idées de "l'ère du progrès" : beaucoup de bonnes intentions, mais une adhésion désespérante à la "gestion scientifique", au plan quinquennal et à l'idéologie collectiviste.

Les problèmes résultant ne viennent pas de la qualité ou de l'éthique personnelle des membres du Service, mais plutôt de la structure d'incitation fondamentalement perverse dans le cadre de laquelle ils travaillent. Certains gestionnaires de fabriques de clous soviétiques étaient rémunérés en fonction du tonnage de clous qu'ils produisaient. Ce qui les incitait à produire des gros clous pour la pose des rails et la construction des ponts plutôt que des clous plus petits et plus utilisables dans la société. Identiquement, les gestionnaires du Service des forêts sont récompensés en fonction du volume plutôt qu'en fonction de la valeur nette du bois vendu par les forêts nationales.

Il est logique, sur ces bases, qu'ils soient incités aux fins de subventions à faire pratiquer la coupe d'arbres sans valeur économique dans les Montagnes rocheuses plutôt que la coupe d'arbres plus rentables dans les forêts nationales de la côte Ouest. Bien qu'il dispose d'une énorme quantité d'arbres à gérer et de certaines des plus grandes zones de loisirs de la terre, le Service des forêts

engloutit de 0,3 à 0,5 millions de dollars par an dans son programme de gestion du bois. La plus grande partie de cette somme sert à subventionner la coupe inutile dans des forêts nationales des Montagnes rocheuses.

Cette aberration institutionnelle a pour résultat les prix de vente inférieurs aux coûts qui sont la plaie de nos forêts nationales, et qui détruisent l'industrie du bois. Même les compagnies qui ne vendent pas en dessous du prix de revient souffrent du mauvais contexte politique. Tout comme l'*Exxon Valdez* a donné à l'entière industrie du pétrole une connotation négative très forte, la vente en dessous des coûts crée un dommage politique certain pour toutes les entreprises de production de bois.

Identiquement, *The Economist* n'a pas compris la situation réelle de la chouette tachetée. Cette créature charmante et vulnérable vit dans les forêts hautement valorisées du Nord-Ouest. Même le Service des forêts des Etats-Unis ne peut pas perdre d'argent sur les ventes de bois lorsque la valeur de celui-ci est aussi élevée qu'elle l'est là. La vieille zone de croissance du Nord-Ouest, est l'une des plus riches zones d'exploitation du bois de la terre - l'El Dorado de la sylviculture. A la différence de certaines zones environnantes gérées par le Service des forêts des Etats Unis, cette zone ne requiert pas de subventions du gouvernement américain pour que la coupe du bois y soit viable. *The Economist* a donc tort sur ce point aussi.

Il n'est pas difficile de discerner pourquoi un journaliste étranger ayant son bureau à Washington peut comprendre aussi mal l'industrie forestière du Nord-Ouest. Mais même des journalistes américains de renom disposant d'une expérience de plusieurs décennies dans le reportage agricole peuvent faire des confusions et transmettre à leurs lecteurs de fausses informations lorsqu'il s'agit de la forêt.

Par exemple, un article du *Wall Street Journal*, publié le 18 juin 1990, et intitulé "Unkindest Cut", condamnait la Plum Creek Timber Co. pour avoir coupé plus de bois qu'elle n'en fait croître, c'est-à-dire pour avoir coupé au delà de la reforestation possible. En réalité, cependant, une politique avisée de production durable ne fait sens que lorsque l'on a affaire à une forêt gérée, dont les arbres anciens ont disparu. La simplicité du concept de production durable est quelque chose qui fait appel à l'émotion, mais qui n'a que rarement un sens sur le plan social et économique. C'est précisément cette dimension des choses que *The Wall Street Journal* a manqué.

Lorsque l'on parle de bois à vendre venant de vieilles forêts, on parle de gros arbres. Des arbres vieux de 200 à 600 ans sont bien plus gros que des arbres de 70 ans de la même espèce situés sur le même site. J'ai vu coupés certains arbres

du type "Douglas Fir" en Oregon dont les racines étaient assez grosses pour qu'on parvienne à passer entre elles un véhicule tout terrain. Dans la mesure où le taux de croissance du bois ralentit à mesure que l'arbre prend de l'âge, les bons gestionnaires des forêts font couper leurs arbres lorsque le taux de croissance commence à décliner. Economiquement, la coupe devrait survenir seulement lorsque le taux de croissance de la valeur de l'arbre tombe en dessous du taux de l'intérêt à long terme. Couper à ce moment n'est rien d'autre qu'une bonne politique de conservation sur un territoire forestier bien géré.

En résultat de cette réalité écologique, la coupe initiale de vieux arbres sur une superficie donnée donnera une quantité de bois bien plus importante que la coupe des arbres plus jeunes plantés ultérieurement sur la même superficie. Ce n'est qu'après la coupe initiale des vieux arbres qu'une entreprise responsable peut utiliser ses terres sur une base de production durable. Même en ce contexte cependant, il ne serait pas prudent de faire de la production durable une règle. Cela en raison du fait que la demande des gens pour les produits forestiers change.

Les forces démographiques et économiques évoluent, la technologie s'améliore et la demande pour le bois décline. A mesure que ces processus se déroulent, les prix du bois tombent, une moindre quantité de bois coupé est vendue, et le bois qui pousse excède la coupe. C'est là ce qui s'est passé pendant la plus grande partie de XXème siècle. En pratique, les coupes les plus importantes aux Etats-Unis sont survenues en 1909 : en 1989, l'on a coupé 85 pour cent de la production de 1909.

A l'opposé, lorsque le prix relatif du bois coupé monte, les propriétaires coupent plus de bois qu'il n'en pousse sur les terres gérées à cette fin. Le gestionnaire des forêts prudent doit prendre tout à la fois en compte les informations économiques et les informations biologiques lorsqu'il met en place une planification de la coupe du bois. Et l'on ne doit, en tout cas, pas s'attendre à une production durable lorsque l'on place le bois ancien sous gestion. Que l'on décide de couper les forêts anciennes en soi est une question différente. *The Economist* comme *The Wall Street Journal* ont, dans leurs articles respectifs laissé de côté ces aspects élémentaires, et ont égaré leurs lecteurs. Nous pouvons tomber d'accord néanmoins avec les auteurs des articles sur le fait que la gestion des forêts devrait changer et changera en fonction de l'évolution des sensibilités environnementales telle qu'elle se dessine.

## ***Lier éthique environnementale et prospérité économique***

Les environnementalistes ont à comprendre que la prise en compte des préoccupations écologiques à long terme dépend de la prospérité économique. On ne peut attendre qu'ils consacrent une part de leur budget aux causes environnementales que de ceux qui se sentent matériellement en sécurité. De nombreux environnementalistes rejettent néanmoins les institutions qui permettent l'efficacité économique : essentiellement les droits de propriété, la coordination par les marchés, et l'action volontaire soumise au consentement volontaire de ceux affectés. Les environnementalistes tendent à considérer que le progrès économique et les marchés sont incompatibles avec les ressources qu'ils défendent.

C'est pourquoi ils prônent le recours à la gestion gouvernementale : dans l'espoir qu'ils auront contrôle sur les mesures politiques prises. Le bénéfice politique à courte vue et l'avarice ont une grande influence dans le monde réel. L'abondance requise pour qu'une sensibilité écologique à long terme existe dépend de droits de propriété sûrs et de la coordination par les marchés, non d'engouements politique éphémères. D'un point de vue environnemental, le rôle adéquat d'un gouvernement est sur ces bases de surveiller l'environnement, non de gérer celui-ci et d'accorder les ressources à ceux qui sont politiquement puissants. Le danger que les intérêts particuliers corrompent la gestion politique est trop élevé. Cela est aussi vrai dans les Montagnes rocheuses qu'en Roumanie, en Alaska, qu'en Albanie. (Qu'arrivera-t-il au refuge naturel de l'Arctique si nous perdons l'accès au pétrole du Moyen Orient ?)

Les gens du monde des affaires devraient réaliser qu'à moins que l'économie américaine ne subisse un déclin majeur, l'environnementalisme est désormais une constante politique, et que les bonnes pratiques environnementales permettent de faire de bonnes affaires. Peu d'environnementalistes ou de gens du monde des affaires soutiennent, cela dit, les réformes qui permettent le progrès économique tout en protégeant les ressources. Disons même qu'aucun de ces groupes ne se fait d'une manière consistante l'avocat des institutions libérales classiques, soit, des droits de propriété détenus par le secteur privé et coordonnés par les marchés. L'un et l'autre investissent dans le jeu de privilèges ouvert par l'allocation politique.

Les réformes à entreprendre sont complexes, difficiles et lentes. A mesure que notre connaissance concernant l'environnement s'accroît, nous devons adapter les nombreuses institutions qui ont un impact sur l'environnement. Plutôt que de nous appuyer sur les bureaucraties, sur le contrôle étatique et sur la politique, nous devrions développer des procédures légales et des procédures de marché à

même de fournir des incitations aux preneurs de décision et de leur permettre de prendre en compte l'impact environnemental de ce qu'ils font.

Les leçons économiques à tirer du secteur public sont également importantes. Si on examine le Service des forêts et qu'on compare ses performances avec celles des entreprises privées, on peut voir que dans la plupart des circonstances, les droits de propriété, les marchés, et les accords volontaires l'emportent sur la bureaucratie et la politique de défense des intérêts particuliers. Dans d'autres circonstances, lorsque les droits de propriété ne peuvent être bien définis et défendus, comme dans le cas de l'air et de l'eau, le secteur public doit rester impliqué et oeuvrer au maintien de la santé publique et à la préservation de l'environnement dans le long terme.

Dans chacun de ces deux secteurs, les preneurs de décision répondent aux incitations. La clé des réformes est de fournir des incitations qui obligent les décideurs à agir de manière responsable, en termes environnementaux comme en termes économiques. Notre santé écologique et notre santé économique en dépendent l'une et l'autre.